

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 19 DECEMBRE 2005
SUPPRIMANT LES STATUTS COORDONNES DU FONDS SOCIAL ET
DE GARANTIE DE L'INDUSTRIE TEXTILE ET INTRODUISANT LES
NOUVEAUX STATUTS**

Vu la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence;

Vu la décision du 19 septembre 1963 de la Commission Paritaire Nationale de l'industrie textile instituant un Fonds de sécurité d'existence et en fixant les statuts (A.R. du 1 octobre 1963 - M.B. du 9 octobre 1963);

Vu la décision du 18 décembre 1963 de la Commission Paritaire Nationale de la bonneterie instituant un Fonds de sécurité d'existence et en fixant les statuts (A.R. du 19 mars 1964 - M.B. du 23 avril 1964);

Vu la convention collective de travail du 8 septembre 2000, conclue au sein de la commission paritaire de l'industrie textile et de la bonneterie, fusionnant le Fonds Social de Garantie de l'industrie textile et le Fonds Social de Garantie de la bonneterie et portant coordination des statuts;

Vu la C.C.T. du 26 novembre 2003 portant coordination des statuts du Fonds Social et de Garantie de l'industrie textile (A.R. du 4 juillet 2004 - M.B. 14 septembre 2004);

Attendu que la C.C.T. du 13 juin 2005 a apporté de nombreux changements dans les avantages qui sont payés par le Fonds précité;

Attendu que l'introduction de ces modifications dans les statuts existants du Fonds précité ne favoriserait pas la compréhension du texte;

Attendu que les parties signataires ont décidé de réécrire entièrement le texte des statuts du Fonds précité;

IL EST CONVENU ENTRE

l'A.C.V.-C.S.C. Textura
la F.G.T.B. Textile, Vêtement et Diamant

la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique, d'une part

ET

la Fédération du Textile FEBELTEX, d'autre part

CE QUI SUIT:

Article 1

La présente convention collective de travail s'applique à toutes les entreprises du textile et de la bonneterie et à tous les ouvriers qui y sont occupés qui relèvent de la compétence de la Commission paritaire de l'industrie textile et de la bonneterie, à l'exception de la S.A. Celanese et des ouvriers y occupés et des entreprises et des ouvriers y occupés qui relèvent de la compétence des sous-commissions paritaires de l'industrie textile de Verviers (S.C.P. 120.01) du Lin (S.C.P. 120.02) et du Jute (S.C.P. 120.03).

NEERLEGING-DEPOT
2 1 -12- 905
REGISTRATIENOMMER
2 4 -01- 2006
NR:

78.213

1001/120

Article 2

Les statuts joints en annexe à la présente convention collective de travail remplacent à partir du 1^{er} janvier 2005 les statuts du Fonds Social et de Garantie de l'industrie textile, tels qu'ils ont été modifiés pour la dernière fois par la convention collective de travail du 26 novembre 2003 modifiant les statuts du Fonds Social et de Garantie de l'industrie textile, rendue obligatoire par A.R. du 4 juillet 2004, publiée au Moniteur Belge du 14 septembre 2004.

Les statuts du Fonds Social et de Garantie de l'industrie textile joints en annexe à la présente convention collective de travail font partie intégrale de cette convention collective de travail.

Article 3

La convention collective de travail du 26 novembre 2003 modifiant les statuts du Fonds Social et de Garantie de l'industrie textile est abrogée à partir du 1^{er} janvier 2005.

Les parties signataires demandent au Roi d'abroger l'Arrêté Royal précité du 4 juillet 2004 rendant obligatoire la convention collective de travail précitée du 26 novembre 2003, conclue au sein de la commission paritaire de l'industrie textile et de la bonneterie, modifiant les statuts du "Fonds Social et de Garantie de l'industrie textile".

Article 4

Les parties signataires demandent au Roi de rendre la présente convention collective de travail obligatoire par Arrêté Royal.

Article 5

La présente convention collective de travail entre en vigueur au 1er janvier 2005 et est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut, à la demande d'une des parties signataires, être résiliée moyennant un délai de préavis de trois mois, signifié par lettre recommandée au président de la commission paritaire de l'industrie textile et de la bonneterie.

Fait à Gand le 19 décembre 2005

ANNEXE A LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 19 DÉCEMBRE 2005 SUPPRIMANT LES STATUTS COORDONNÉS DU FONDS SOCIAL ET DE GARANTIE DE L'INDUSTRIE TEXTILE ET INTRODUISANT LES NOUVEAUX STATUTS

STATUTS

FONDS SOCIAL ET DE GARANTIE
DE L'INDUSTRIE TEXTILE

Chapitre I. - DENOMINATION, SIEGE, OBJET, DUREE

Article 1

Ces statuts ont trait à un fonds de sécurité d'existence, dénommé "Fonds social et de garantie de l'industrie textile", désigné ci-après comme « Fonds ».

Article 2

Le siège social du Fonds est établi à Gand à l'adresse suivante: Poortakkerstraat 100, 9051 Gent (Sint-Denijs-Westrem), arrondissement judiciaire de Gand. Le siège du Fonds peut être transféré par décision de la Commission paritaire de l'industrie textile et de la bonneterie à tout autre endroit en Belgique.

Article 3

Le Fonds a pour but:

- 1° d'octroyer aux ouvriers visés à l'article 5 des avantages sociaux supplémentaires;
- 2° de percevoir les cotisations nécessaires au fonctionnement du fonds;
- 3° d'assurer le paiement des avantages;
- 4° le financement et l'organisation de formation d'ouvriers par les organisations représentées au sein de la Commission paritaire de l'industrie textile et de la bonneterie;
- 5° le financement des charges relatives à l'amélioration des relations industrielles et la promotion de l'emploi dans l'industrie textile et la bonneterie;



- 6° de rétribuer aux organisations représentatives les charges d'administration et de gestion relatives au paiement des avantages sociaux;
- 7° le financement de la formation syndicale et socio-professionnelle des ouvriers du secteur, ainsi que de la mission d'information relative à l'application des dispositions légales et conventionnelles pour les employeurs du secteur textile.

Article 4

Le fonds est institué pour une durée indéterminée.

Il peut être mis fin à l'existence de ce Fonds suivant les modalités prévues à l'article 55.

Chapitre II. - CHAMP D'APPLICATION

Article 5

- a) Ces statuts s'appliquent à toutes les entreprises du textile et de la bonneterie et à tous les ouvriers qui y sont occupés, qui relèvent de la compétence de la Commission paritaire n°120 de l'industrie textile et de la bonneterie, à l'exception de la S.A. Celanese et des ouvriers y occupés ainsi que des entreprises et des ouvriers y occupés, qui relèvent de la compétence des sous-commissions paritaires de l'industrie textile de Verviers (S.C.P. 120.01), du Lin (S.C.P. 120.02) et du Jute (S.C.P. 120.03).

Dans les présents statuts sont également entendus par « ouvriers », les ouvriers à domicile et les apprentis industriels.

- b) Par dérogation au littera a) ci-dessus:
- les articles 6 jusqu'à 10 y compris et l'article 57 ne s'appliquent qu'aux ouvriers qui sont membres de l'une des organisations de travailleurs représentées au sein de la Commission paritaire de l'industrie textile et de la bonneterie;
 - les articles 6 jusqu'à 10 y compris, les articles 13 et 57 ne s'appliquent pas à la s.a. FABELTA NINOVE, ni aux ouvriers que celle-ci occupe.

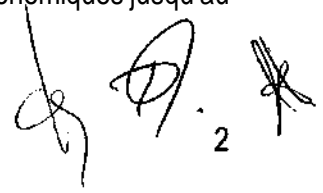
Chapitre III.-AVANTAGES

SECTION I. : ALLOCATION SOCIALE

Article 6

A partir du 1^{er} jour de chômage temporaire pour raisons économiques jusqu'au 86^e jour y compris, il est octroyé par le Fonds aux ouvriers une allocation complémentaire de chômage conformément aux dispositions des divisions I. et II. de cette section.

L'allocation complémentaire de chômage pour le 1^{er} jour de chômage temporaire pour raisons économiques jusqu'au 6^e jour y compris fait partie de l'allocation sociale, dénommée ci-après l'avance irrécupérable.

 2

2

L'allocation complémentaire de chômage pour le 7^e jour de chômage temporaire pour raisons économiques jusqu'au 86^e jour y compris est l'allocation sociale supplémentaire.

Pour l'application de cette section, il est entendu par

- « jour de chômage temporaire pour raisons économiques » : le jour pour lequel le chômeur peut prétendre à l'allocation de chômage ;
- « exercice de référence » : la période du 1^{er} juillet de l'année précédente jusqu'au 30 juin de l'année en cours.

Pour l'application de cette section, la « date de référence » est fixée annuellement par le conseil d'administration.

Division I. : L'allocation sociale (avance irrécupérable)

Article 7:

Pour les six premiers jours de chômage temporaire pour raisons économiques tombant dans l'exercice de référence, une avance irrécupérable sur l'allocation complémentaire de chômage est octroyée aux ayants droit, comme stipulé à l'article 8. Cette avance irrécupérable est fixée à 123,90 EUR.

Cette avance irrécupérable ne peut pas être cumulée avec un avantage social similaire auquel ces ouvriers peuvent prétendre chez un autre employeur.

Article 8

§1. L'avance irrécupérable est octroyée aux :

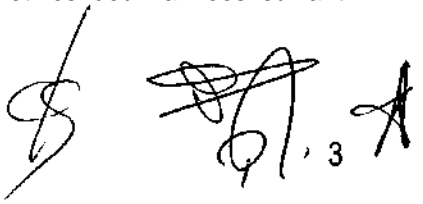
- 1° ouvriers employés à la date de référence ;
- 2° ouvriers - malades de longue durée licenciés inclus - ayant été licenciés pendant l'exercice de référence, sauf pour motif grave et qui sont restés de façon ininterrompue en chômage complet ou en incapacité de travail jusqu'à la date de référence ;
- 3° ouvriers prépensionnés pendant l'exercice de référence, qui ont été licenciés dans le cadre du régime de la prépension sectorielle ;
- 4° ouvriers pensionnés pendant l'exercice de référence.

§2. Les ouvriers visés au §1 2° ci-dessus reçoivent l'avance irrécupérable également pendant les cinq années suivant l'exercice de référence, à moins qu'il s'agisse d'apprentis industriels ou d'ouvriers qui étaient liés par un contrat de travail à durée déterminée pour lesquels l'octroi de l'avance irrécupérable est limité à l'exercice de référence.

Les ouvriers prépensionnés visés au §1 3° ci-dessus reçoivent l'avance irrécupérable jusqu'à l'âge de la pension et au moins pendant les cinq années suivant l'exercice de référence.

Les ouvriers pensionnés visés au §1 4° ci-dessus reçoivent l'avance irrécupérable également pendant les cinq années suivant l'exercice de référence.

§3. A partir de l'exercice de référence 2006, l'octroi de l'avance irrécupérable aux nouveaux bénéficiaires est limité à l'exercice de référence pendant lequel ils ont été licenciés, sauf pour motif grave, et les deux années suivant l'exercice de référence précité.



Par nouveaux bénéficiaires dans le sens de ce paragraphe, il est entendu, les ouvriers licenciés dont le contrat de travail prend fin après le 30 juin 2005, pour autant qu'ils ne prennent pas la pension ou la prépension et pour autant qu'ils n'aient atteint, au moment de leur licenciement, l'âge de 50 ans.

Division II. : L'allocation sociale supplémentaire (allocation complémentaire de chômage en cas de chômage temporaire pour raisons économiques)

Article 9

Aux ouvriers visés à l'article 8 §1, il est octroyée à partir du septième jour de chômage temporaire pour raisons économiques, pour un maximum de 80 jours de chômage temporaire pour raisons économiques par exercice de référence, une allocation complémentaire de chômage de 4,96 EUR par jour de chômage temporaire pour raisons économiques.

Division III. : Exclusion de l'allocation sociale et de l'allocation sociale supplémentaire

Article 10

§1. En cas de non-observation des engagements en matière de paix sociale, pris en vertu de conventions collectives de travail conclues en Commission paritaire, les ouvriers peuvent être exclus du droit à ces allocations.

§2. Cette exclusion a lieu de plein droit à l'égard des ouvriers participant à une grève qui dure plus d'un jour civil, si la grève a éclaté sans observer les règles de procédure prévues par le règlement d'ordre intérieur de la Commission paritaire, ainsi que par la convention collective de travail concernant le statut de la délégation syndicale et pour autant que la grève n'est pas la conséquence de la non-observation des conventions existantes par l'employeur.

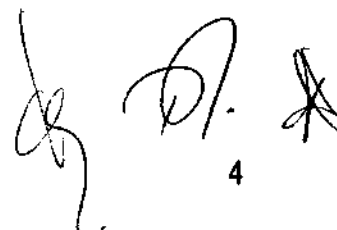
§3. Dans les autres cas, l'exclusion, ainsi que sa portée, qui doit être en rapport avec l'importance de la non-observation de la paix sociale, est décidée par le comité de conciliation permanent de la Commission paritaire. A égalité de voix au sein du comité de conciliation, ce comité siège sous la présidence d'une personne neutre, qu'il désigne. La voix de cette personne est prépondérante.

Division IV. : Formation syndicale

Article 11

Conformément à la convention collective de travail du 13 décembre 1974, coordonnant les conventions collectives de travail du 10 décembre 1971 et du 5 mai 1974, relatives à la formation organisée par les syndicats, le Fonds rembourse aux employeurs un montant correspondant au salaire et les charges sociales patronales y afférentes, payés aux ouvriers pour les jours d'absence au travail par suite de la participation à des cours de formation, dans le cadre de la convention collective de travail du 13 décembre 1974 précitée.

Le pourcentage des charges sociales patronales est fixé par le conseil d'administration.



4

Division V. : Solidarité internationale**Article 12**

Pour les années 2005 et 2006 le Fonds met chaque fois à la disposition des trois organisations ouvrières, un montant correspondant à une cotisation patronale de 0,05% des salaires bruts annuels (à 100%) pour la promotion de la solidarité internationale. L'allocation proportionnelle de ce montant se fait selon les modalités prévues à l'article 34 de la convention collective de travail nationale générale du 13 juin 2005.

Division VI. : Financement de la section allocation sociale**Article 13**

Pour le financement de la section allocation sociale, il est perçu par le Fonds une cotisation patronale de 2,15% sur les salaires bruts à 100%.

SECTION II. : ALLOCATION COMPLEMENTAIRE DE VACANCES**Division I. : L'allocation complémentaire de vacances****Article 14**

Il est accordé aux ouvriers une allocation complémentaire de vacances.

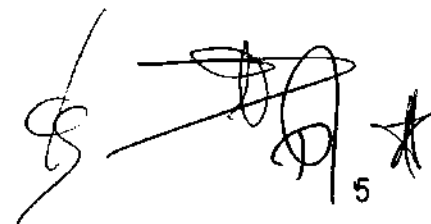
Article 15

Le montant, avant précompte professionnel, de cette allocation complémentaire de vacances est fixé à 8,4% des salaires à 108% et gagnés pendant la période de référence couvrant les deuxième, troisième et quatrième trimestres de l'année précédente et le premier trimestre de l'année en cours.

Vu la période de référence citée ci-dessus, le coefficient d'actualisation des salaires annuels de référence sur lesquels l'allocation complémentaire de vacances de 8,4% est calculée, est fixé à 1,012. Ce coefficient d'actualisation a comme but de couvrir l'évolution des salaires pour le laps de temps qui se situe entre la période de référence et le paiement de l'allocation.

Article 16

Les jours au cours desquels le contrat de travail est suspendu par suite d'incapacité de travail sont assimilés avec des prestations effectives de la manière prévue au chapitre II de l'arrêté royal du 30 mars 1967 déterminant les modalités générales d'exécution des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés (M.B. du 6 avril 1967). Pour ces jours assimilés, le calcul de l'allocation se fait sur base d'un salaire de référence fictif fixé à 24,79 EUR par jour assimilé.

Handwritten signature and initials in black ink, including a large 'S' on the left and a star-like mark on the right.

Article 17

De l'allocation complémentaire de vacances octroyée, il sera effectué par le Fonds, la même retenue forfaitaire fiscale que celle qui est d'application au pécule de vacances légal.

Division II. : Le(s) jour(s) d'ancienneté

Article 18

Au cours de l'année 2005, les employeurs peuvent récupérer auprès du Fonds, le coût des jours d'ancienneté, accordés aux ouvriers pour l'année 2004, selon les dispositions de l'article 11 des statuts du Fonds, comme adaptés par la convention collective de travail du 26 novembre 2003 (A.R. 4 juillet 2004 - M.B. 14 septembre 2004).

Division III. : Financement de la section allocation complémentaire de vacances

Article 19

Pour le financement de la section allocation complémentaire de vacances, il est perçu par le Fonds, à partir du 1^{er} janvier 2005, une cotisation patronale de 9,60% sur les salaires bruts à 100%. Etant donné que les première et deuxième perceptions 2005 ont déjà été effectuées à 9,10%, les troisième et quatrième perceptions 2005 sont portées à 10,10%. A partir de la première perception de l'année 2006, cette cotisation est ramenée à 9,60%.

SECTION III. : ACCOMPAGNEMENT SOCIAL

Division I. : Régime général

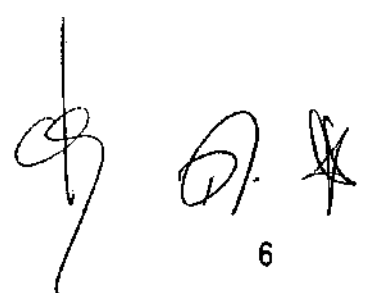
Article 20

Afin de pouvoir prétendre à l'allocation complémentaire de chômage telle que définie à l'article 21, les ouvriers doivent satisfaire aux conditions suivantes :

- être engagés pour une durée indéterminée ;
- dans le cadre de ce contrat de travail à durée indéterminée, avoir au moins 1 an d'ancienneté ininterrompue dans l'entreprise au moment de la notification du congé ;
- être licenciés pour une raison autre que motif grave ;
- ne pas bénéficier de la prépension ou de la pension légale.

Article 21

Aux ouvriers qui répondent aux conditions fixées à l'article 20, il est octroyé une allocation complémentaire de chômage de 2,48 EUR par jour dans le régime de la semaine de six jours qu'ils peuvent prétendre aux allocations légales de chômage, pendant la période indiquée aux articles 22 et 23.



Handwritten signatures and initials at the bottom right of the page, including a large signature, the initials 'D.', and a star symbol.

Article 22

L'allocation complémentaire de chômage prévue à l'article 21 est allouée pour le nombre maximum de mois indiqué ci-après:

- en cas de licenciement par suite de fermeture ou de réorganisation :
 - âgé de moins de 30 ans 12 mois
 - âgé de 30 à moins de 40 ans 18 mois
 - âgé de 40 ans et plus 36 mois

- en cas de licenciement pour une raison autre que celle définie ci-dessus ou en cas de force majeure :
 - âgé de moins de 30 ans 4 mois
 - âgé de 30 à moins de 40 ans 6 mois
 - âgé de 40 ans et plus 12 mois

Les délais d'octroi maximum susdit commencent à courir et sont fixés en fonction de l'âge que l'ouvrier atteint le premier jour donnant droit à l'allocation légale de chômage.

Article 23

Par dérogation à l'article 22 premier alinéa, les délais maximum mentionnés ci-après sont d'application à partir du 1^{er} janvier 2006, pour les ouvriers dont le contrat de travail prend fin après le 31 décembre 2005 et qui, au moment de la sortie de service, n'ont pas atteint l'âge de 50 ans.

- en cas de licenciement par suite de fermeture ou de réorganisation :
 - âgé de moins de 30 ans 8 mois
 - âgé de 30 à moins de 40 ans 11 mois
 - âgé de 40 ans et plus 20 mois

- en cas de licenciement pour une raison autre que celle définie ci-dessus ou en cas de force majeure :
 - âgé de moins de 30 ans 3 mois
 - âgé de 30 à moins de 40 ans 4 mois
 - âgé de 40 ans et plus 7 mois

Division II. : Malades de longue durée

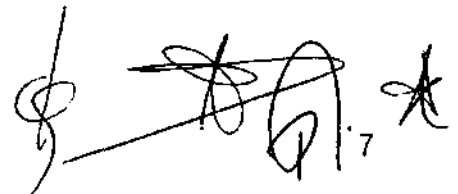
Article 24

Aux ouvriers malades de longue durée qui remplissent les conditions de l'article 20, il est octroyé une allocation complémentaire de maladie, conformément à l'article 25.

Sont considérés comme « malades de longue durée »: les ouvriers qui se trouvent en incapacité de travail pendant une période ininterrompue de six mois minimum en raison d'une maladie ou d'un accident de droit commun.

Article 25

Aux ouvriers malades de longue durée, visés à l'article 24, il est octroyé, pendant une période de 36 mois au maximum, une allocation complémentaire de maladie de 2,48 EUR par jour.

Handwritten signature and initials in black ink, appearing to be a stylized name followed by the number 7 and a star-like symbol.

Division III. : Chômeurs âgés

Article 26

Aux ouvriers qui remplissent les conditions de l'article 20 et qui ont atteint l'âge de 50 ans au moment de la sortie de service, il est octroyé une allocation complémentaire de chômage, conformément à l'article 27.

Article 27

Aux ouvriers visés à l'article 26, il est octroyé pendant une période de 10 ans au maximum, une allocation complémentaire de chômage de 2,48 EUR par jour. Néanmoins, cette allocation qui est octroyée à l'ouvrier licencié, bénéficiant d'allocations de chômage comme chômeur complet, doit rester en-dessous du montant total de 7.436,81 EUR.

Division IV. : Accompagnement social majoré pour ouvriers de plus de 54 ans

Article 28

Aux ouvriers qui remplissent les conditions de l'article 20 et qui ont atteint l'âge de 54 ans au moment de la sortie de service, il est octroyé une allocation complémentaire de chômage, conformément à l'article 29, pour autant qu'ils remplissent les conditions additionnelles suivantes :

- a. prouver 40 ans de carrière professionnelle conformément aux dispositions de l'article 2 § 5 de l'A.R. du 07.12.1992 concernant l'octroi d'allocations de chômage en cas de pré-pension conventionnelle (M.B. du 11.12.1992) et
- b. prouver 20 ans de carrière professionnelle dans l'industrie textile, c.à-d. avoir été lié pendant 20 ans par un contrat de travail avec un ou plusieurs employeurs dépendant de la Commission paritaire de l'industrie textile et de la bonneterie.

Article 29

Aux ouvriers visés à l'article 28, il est octroyé une allocation complémentaire de chômage de 3,72 EUR par jour.

Division V. : Dispositions générales

Article 30

§1 Si, lors d'une nouvelle occupation dans l'industrie textile, l'ouvrier est une nouvelle fois licencié, le nombre de mois d'accompagnement social est déterminé en tenant compte de la nature du licenciement et de l'âge applicable lors de ce dernier licenciement, sous déduction toutefois du nombre de jours d'allocation complémentaire de chômage dont l'ouvrier a déjà bénéficié suite au(x) licenciement(s) précédent(s).

§2 Le crédit de jours d'allocation complémentaire de chômage ou de maladie, auquel les ouvriers licenciés ont droit selon les dispositions de cette section, peut être épuisé sans limite de temps, à moins que l'ayant droit soit au travail dans un autre secteur. Dans ce dernier cas, le droit au crédit de jours non utilisé expire après deux ans d'emploi. ft

2

Division VI. : Financement de la section accompagnement social

Article 31

Pour le financement de la section accompagnement social, il est perçu par le Fonds une cotisation patronale de 0,30% des salaires bruts à 100%.

SECTION IV. : FORMATION

Division I. : Projet des jeunes C.C.T.

Article 32

Afin d'offrir un maximum de chances d'emploi à des jeunes défavorisés, les partenaires sociaux de l'industrie textile organisent le projet des jeunes C.C.T. Ce projet se situe dans le cadre de l'obligation scolaire mi-temps, plus particulièrement dans celui de l'apprentissage industriel, comme prévu par la loi du 19 juillet 1983 sur l'apprentissage des professions exercées par des travailleurs salariés .

Les jeunes sont embauchés par l'entreprise d'accueil avec un contrat d'apprentissage et bénéficient des conditions de travail liées à l'apprentissage industriel dans l'industrie textile, tel que prévu par les dispositions de la loi du 19 juillet 1983 sur l'apprentissage des professions exercées par des travailleurs salariés, conformément à l'avis du « Comité paritaire d'apprentissage de l'industrie textile et de la bonneterie », émis le 6 janvier 1986 en matière de rémunération, et à la décision de la Commission paritaire du 30 janvier 1987 en matière d'application du barème des jeunes.

Article 33

Pendant l'année scolaire 2004-2005 le projet des jeunes C.C.T. est prolongé sous les conditions prévues à l'article 8, littéra e) des statuts du Fonds, comme adaptés par la convention collective de travail du 26 novembre 2003 (A.R. 4 juillet 2004 - M.B. 14 septembre 2004).

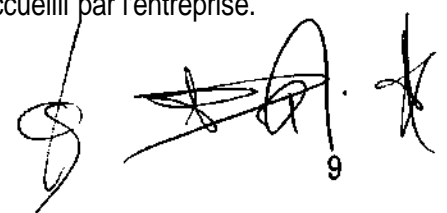
Article 34

Pour les apprentis qui étaient déjà inscrits au projet des jeunes C.C.T. pendant l'année scolaire 2004-2005 et qui achèvent leur formation pendant l'année scolaire 2005-2006, les entreprises d'accueil continuent à bénéficier des dispositions visées à l'article 33 ci-dessus.

Article 35

A partir de l'année scolaire 2005-2006, une nouvelle réglementation entre en vigueur pour les apprentis qui entrent dans le projet des jeunes C.C.T., en ce sens que l'intervention du Fonds dans le projet des jeunes C.C.T. se limite à une participation aux frais, supportés par les entreprises d'accueil.

Cette participation s'élève à 1.250 EUR par trimestre et par apprenti industriel qui est accueilli par l'entreprise.



2

Au cas où il serait mis prématurément un terme au contrat d'apprentissage, la compensation pour l'entreprise est octroyée au prorata, en fonction de la date d'expiration du contrat d'apprentissage. Les périodes non-payées (pour cause d'inactivité de l'apprenti) d'au moins 1 mois sont également déduites de la compensation.

Cette compensation est virée à l'entreprise d'accueil sur la base d'une attestation fournie par le Fonds, à remplir par l'entreprise et à renvoyer au Fonds.

Article 36

A partir de l'année scolaire 2005-2006, le Fonds intervient dans les frais des centres de formation en alternance, à concurrence de 250 EUR par élève qui suit une formation textile et qui est lié par un contrat d'apprentissage industriel avec une entreprise d'accueil du secteur textile. Cette intervention qui sert à l'organisation par les centres de formation en alternance, de la formation professionnelle, est attribuée selon les modalités fixées par le conseil d'administration du Fonds.

Division II. : Plans de formation et droit de tirage

Article 37

Pour les années 2005 et 2006, il est instauré par la C.C.T. du 13 juin 2005, conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie textile et de la bonneterie, un droit de tirage à concurrence de maximum 0,10% des salaires bruts des ouvriers.

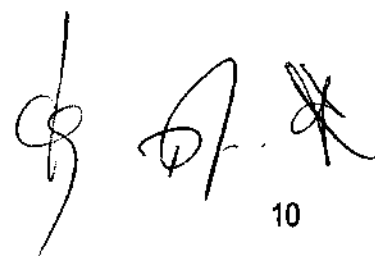
Article 38

Le droit de tirage est accordé à l'entreprise qui au plus tard le 15 décembre 2005 introduit auprès du Fonds, un plan de formation approuvé par le conseil d'entreprise. A défaut de conseil d'entreprise, le plan de formation doit être approuvé par la délégation syndicale ou, à défaut de cette dernière, par le comité de contact régional.

Article 39

La preuve des frais exposés en 2005 pour des formations dans le cadre du plan de formation approuvé, doit être introduite auprès du Fonds au plus tard le 31 mars 2006. Pour les formations réalisées en 2006, la preuve des frais exposés doit être introduite auprès du Fonds au plus tard le 31 mars 2007.

Le Fonds est chargé du paiement de ce droit de tirage à charge de la section « Formation ». Le droit de tirage correspond au montant mentionné sur la preuve des frais exposés, sans que le droit de tirage puisse être supérieur à la cotisation de 0,10% sur les salaires bruts à 108% des ouvriers que l'entreprise a payée au Fonds pour l'année concernée.


10

Article 40

Le droit de tirage pour les efforts de formation fournis en 2004, en exécution d'un plan de formation approuvé, est payé aux entreprises textiles selon les dispositions de l'article 9ter des statuts du Fonds, comme adaptés par la convention collective de travail du 26 novembre 2003 (A.R. 4 juillet 2004 - M.B. 14 septembre 2004).

Division III. : Financement de la section formation

Article 41

Pendant les années 2005 et 2006, il est perçu par le Fonds une cotisation patronale de 0,20% des salaires bruts à 108%, pour la formation de groupes à risques.

Article 42

Pendant les années 2005 et 2006, il est perçu par le Fonds une cotisation patronale de 0,10% des salaires bruts à 108%, pour les plans de formation et le droit de tirage visés à la division II. ci-dessus.

Article 43

Le conseil d'administration va déterminer annuellement une enveloppe pour les événements de formation sectoriels qui ne peut pas dépasser la cotisation patronale globale de 0,30%.

Chapitre IV. - COTISATIONS

Article 44

- a) Les cotisations patronales sont perçues et recouvrées par le fonds. Elles sont dues trimestriellement par l'employeur et sont calculées sur les salaires bruts des trimestres de référence respectifs. Les dates d'échéance pour les trimestres de référence "deuxième, troisième et quatrième trimestre de l'année précédente" et "premier trimestre de l'année en cours" sont respectivement les 15 février, 15 mai, 15 août et 15 novembre de l'année en cours.
- b) Les sommes dues pour chaque trimestre révolu, doivent être versées par l'employeur au compte des chèques postaux du Fonds ou auprès d'une banque déterminée par le conseil d'administration.
- c) Pour chaque trimestre auquel se rapportent les cotisations, l'employeur qui paie tardivement est obligé de payer, à compter du premier jour qui suit les dates d'échéance visées au littera a), une majoration de 10% sur le montant des cotisations dues, ainsi qu'un intérêt de retard égal à celui d'application sur les cotisations de l'O.N.S.S., sans qu'une mise en demeure ne soit nécessaire à cet effet.
- d) Aussi bien pour la perception des cotisations que pour le paiement des allocations, le délai de prescription correspond à celui appliqué par l'O.N.S.S.

Article 45

Sans préjudice de l'application de l'article 14 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence, le montant des cotisations ne peut être modifié que par convention collective de travail, conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie textile et de la bonneterie et rendue obligatoire par arrêté royal.

Article 46

En aucun cas le paiement des avantages sociaux octroyés par le fonds ne peut être subordonné au versement des cotisations dues par l'employeur.

Chapitre V. - GESTION

Article 47

Le fonds est géré par un conseil d'administration, composé **paritairement** de représentants d'employeurs et d'ouvriers. Le conseil est composé de quatorze membres, soit de sept représentants des employeurs et de sept représentants des ouvriers.

Les membres du conseil d'administration sont désignés par la Commission paritaire de l'industrie textile et de la bonneterie parmi les membres effectifs ou suppléants de la dite commission.

Leur mandat prend fin lorsqu'ils cessent d'être membre de la Commission paritaire. Dans ce cas, ils sont remplacés par un membre de la Commission paritaire appartenant au même groupe que le membre, dont le mandat prend fin.

Article 48

Le conseil d'administration désigne chaque année en son sein un président et deux vice-présidents.

La présidence et la première vice-présidence sont exercés alternativement par un représentant des employeurs et par un représentant des ouvriers.

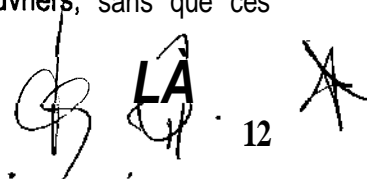
Le deuxième vice-président appartient toujours au groupe des représentants des ouvriers.

Article 49

Le conseil d'administration a pour mission de gérer le fonds et de prendre toutes les mesures nécessaires à son bon fonctionnement. Il possède les pouvoirs les plus étendus pour la gestion du fonds.

Le conseil d'administration peut déléguer des attributions spéciales à un ou plusieurs de ses membres ou même à des tiers.

Pour tous les actes autres que ceux pour lesquels le conseil a donné un mandat spécial, il suffit, afin que le fonds soit valablement représenté envers des tiers, d'apposer les signatures conjointes de deux administrateurs, un du groupe des représentants des employeurs et un du groupe des représentants des **ouvriers**, sans que ces administrateurs doivent témoigner d'une délibération ou d'une autorisation.



Les administrateurs ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat et ils n'endossent à l'égard des engagements du Fonds aucune responsabilité personnelle de par leur gestion.

Les actions judiciaires tant en demandant qu'en défendant, sont poursuivies à la diligence du président ou de l'administrateur délégué à cet effet.

Article 50

Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président. Le président est tenu de convoquer le conseil d'administration au moins chaque trimestre et chaque fois que deux membres au moins du conseil d'administration en font la demande.

Les convocations portent l'ordre du jour.

Les procès-verbaux des séances sont établis, endéans les deux mois, par le secrétaire, désigné par le conseil d'administration, et signés par celui qui a présidé la séance.

Les extraits de ces procès-verbaux sont signés par le président ou par deux administrateurs.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix des membres présents.

Le vote est valable s'il est émis par au moins un représentant des employeurs et un représentant des ouvriers, et à condition que le point mis aux voix ait été porté explicitement à l'ordre du jour de la convocation à la séance.

Chapitre VI. • BUDGET, COMPTES ANNUELS ET SURVEILLANCE

Article 51

L'exercice prend cours le 1^{er} janvier et se clôture le 31 décembre.

Article 52

Chaque année, au plus tard pendant le mois de décembre, un budget pour l'année suivante est soumis à l'approbation de la Commission paritaire de l'industrie textile et de la bonneterie.

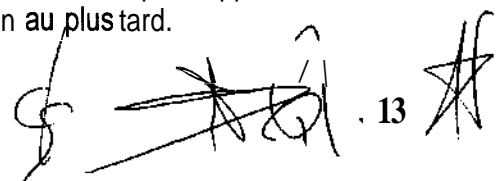

Article 53

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions de l'A.R. du 15 janvier 1999 (M.B. 10 février 1999) relatif à la comptabilité et au compte annuel des Fonds de sécurité d'existence.

Article 54

Le contrôle et la surveillance se font conformément aux dispositions de l'A.R. précité du 15 janvier 1999.

Les comptes annuels, le rapport de gestion et le rapport du réviseur doivent être soumis pour approbation à la Commission paritaire de l'industrie textile et de la bonneterie pendant le mois de juin au plus tard.

 . 13 

Chapitre VII. - DISSOLUTION ET LIQUIDATION

Article 55

Il peut être mis fin à l'existence de ce Fonds moyennant un préavis de trois mois, notifié par au moins sept membres du conseil d'administration au président de la Commission paritaire. Le délai de préavis prend cours au commencement du trimestre civil suivant la date à laquelle le préavis a été notifié.

Le Fonds peut en outre être dissout à tout moment sur décision unanime de la Commission paritaire de l'industrie textile et de la bonneterie.

Article 56

La commission paritaire désigne les liquidateurs et détermine leurs pouvoirs et leur rémunération.

Article 57

Le patrimoine du Fonds au moment de la liquidation est affecté comme suit: les ouvriers visés à l'article 5, b) premier tiret, reçoivent à partir de la date de mise en liquidation du Fonds et jusqu'à épuisement total du patrimoine du Fonds, les allocations prévues à l'article 6, et ce à partir de la première journée de chômage jusqu'à un maximum de trente jours par exercice.

---ooOoo---

The image shows three handwritten signatures or initials in black ink. The first is a large, stylized signature on the left. The second is a more compact signature in the middle. The third is a star-like symbol on the right.

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 19 DECEMBER 2005
TOT OPHEFFING VAN DE GECOORDINEERDE STATUTEN VAN HET
WAARBORG- EN SOCIAAL FONDS DER TEXTIELNIJVERHEID
EN TOT INVOERING VAN NIEUWE STATUTEN**

24-12-2005

N EERBEGRING-DEPOT

24-01-2006

REGISTRATIE

Gelet op de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid;

Gelet op de beslissing van 19 september 1963 van het nationaal Paritair Comité der Textielnijverheid tot oprichting van een Fonds voor bestaanszekerheid en vaststelling der statuten (K.B. 1 oktober 1963 - B.S. 9 oktober 1963);

Gelet op de beslissing van 18 december 1963 van het Nationaal Paritair Comité der Breiwerk tot oprichting van een Fonds voor bestaanszekerheid en vaststelling der statuten (K.B. 19 maart 1964 - B.S.23 april 1964);

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 september 2000, gesloten in het Paritair Comité voor de textielnijverheid en het breiwerk, tot fusie van het Waarborg en Sociaal Fonds der textielnijverheid en het Waarborg en Sociaal Fonds van het breiwerk en tot coordinatie van de statuten;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst van 26 november 2003 tot wijziging van de statuten van het Waarborg en Sociaal Fonds der textielnijverheid (K.B. 4 juli 2004 - B.S. 14 september 2004);

Aangezien met de collectieve arbeidsovereenkomst van 13 juni 2005 talrijke wijzigingen werden aangebracht in de voordelen die door het voornoemde Fonds worden uitbetaald;

Aangezien het invoeren van deze wijzigingen in de bestaande statuten van het voornoemde Fonds de duidelijkheid van de tekst niet ten goede zou komen;

Aangezien de ondertekenende partijen beslist hebben om de tekst van de statuten van het voornoemde Fonds volledig te herschrijven;

WORDT TUSSEN

A.C.V.- C.S.C. Textura
het ABVV Textiel, Kleding en Diamant
de Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België enerzijds,

EN

de Textielfederatie FEBELTEX anderzijds

HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN:

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op alle textiel- en breigoed-ondernemingen en op alle erin tewerkgestelde arbeiders die onder de bevoegdheid vallen van het Paritair Comité voor de textielnijverheid en het breiwerk, met uitzondering van de N.V. Celanese en de erin tewerkgestelde arbeiders en de ondernemingen en de erin tewerkgestelde arbeiders die onder de bevoegdheid vallen van de paritaire subcomités voor textiel Verviers (P.S.C. 120.01), voor het Vlas (P.S.C. 120.02) en voor de Jute (P.S.C. 120.03).

78.213 / 5

Artikel 2

De in bijlage bij deze collectieve arbeidsovereenkomst gevoegde statuten vervangen met ingang van 1 januari 2005 de statuten van het Waarborg en Sociaal Fonds der textielnijverheid, zoals zij voor het laatst werden gewijzigd met de collectieve arbeidsovereenkomst van 26 november 2003 tot wijziging van de statuten van het Waarborg en Sociaal Fonds der textielnijverheid, **algemeen** verbindend verklaard met het Koninklijk Besluit van 4 juli 2004, gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad van **14 september** 2004.

De in bijlage bij deze collectieve arbeidsovereenkomst gevoegde statuten van het Waarborg en Sociaal Fonds der textielnijverheid **maken** integraal **deel** uit van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Artikel 3

De collectieve arbeidsovereenkomst van 26 november 2003 tot wijziging van de statuten van het Waarborg en Sociaal Fonds der textielnijverheid wordt opgeheven met ingang van 1 januari 2005.

De ondertekenende partijen verzoeken de Koning het **voornoemd** Koninklijk Besluit van 4 juli 2004 waarbij de **voornoemde** collectieve arbeidsovereenkomst van 26 november 2003, gesloten in het Paritair Comité voor de textielnijverheid en het breiwerk, tot wijziging van de statuten van het "Waarborg- en Sociaal Fonds der textielnijverheid" algemeen verbindend werd verklaard, op te heffen.

Artikel 4

De ondertekenende partijen verzoeken de Koning deze collectieve arbeidsovereenkomst algemeen verbindend te verklaren bij Koninklijk Besluit.

Artikel 5

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2005 en is voor onbepaalde tijd gesloten. Ze kan op verzoek van een van de ondertekenende partijen opgezegd worden met **inachtneming** van een **opzeggingstermijn** van drie **maanden**, per aangetekend schrijven betekend aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de textielnijverheid en het breiwerk.

Opgemaakt te Gent op 19 december 2005

Textura

ABW Textiel, Kleding en Diamant

Centrale der
ten van België

**BIJLAGE BIJ DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 19
DECEMBER 2005 TOT OPHEFFING VAN DE GECOORDINEERDE STATUTEN
VAN HET WAARBORG- EN SOCIAAL FONDS VAN DE TEXTIELNIJVERHEID
EN TOT INVOERING VAN NIEUWE STATUTEN**

STATUTEN

**WAARBORG- EN SOCIAAL FONDS
DER TEXTIELNIJVERHEID**

Hoofdstuk I. - BENAMING, ZETEL, DOEL EN DUUR

Artikel 1

Deze statuten hebben betrekking op een fonds voor bestaanszekerheid, genaamd "Waarborg- en Sociaal Fonds der Textielnijverheid", hierna genoemd het "Fonds".

Artikel 2

De maatschappelijke zetel van het Fonds is gevestigd te Gent, Poortakkerstraat 100, 9051 Gent (Sint-Denijs-Westrem), gerechtelijk arrondissement Gent. De zetel van het Fonds kan bij beslissing van het Paritair Comité voor de Textielnijverheid en het Breiwerk overgebracht worden naar elke andere plaats in België.

Artikel 3

Het Fonds heeft tot doel:

- 1° aan de bij artikel 5 bedoelde arbeiders aanvullende sociale voordelen toe te kennen;
- 2° het innen van de bijdragen, nodig voor de werking van het Fonds;
- 3° de uitkering van de voordelen te verzekeren;
- 4° het financieren en organiseren van de opleiding van arbeiders door de in het Paritair Comité voor de Textielnijverheid en het Breiwerk vertegenwoordigde organisaties;
- 5° de financiering van de lasten met betrekking tot de verbetering van de industriële relaties en de promotie van de werkgelegenheid in de textielnijverheid en het breiwerk;

- 6° de bestuurs- en beheerslasten met betrekking tot de uitbetaling van de sociale voordelen aan de vertegenwoordigende organisaties vergoeden;
- 7° de financiering van de syndicale en socio-professionele vorming van de arbeiders uit de sector, evenals van de informatieopdracht met betrekking tot de toepassing van de wettelijke en conventionele bepalingen voor de werkgevers van de textielsector.

Artikel 4

Het Fonds is opgericht voor onbepaalde tijd.

Aan het bestaan van dit Fonds kan een einde gesteld worden overeenkomstig de modaliteiten voorzien in artikel 55

Hoofdstuk II. - TOEPASSINGSGBIED

Artikel 5

- a) Deze statuten zijn van toepassing op alle textiel- en breigoedondernemingen en op alle erin tewerkgestelde arbeiders die onder de bevoegdheid vallen van het Paritair Comité nr. 120 voor de textielnijverheid en het breiwerk, met uitzondering van de N.V. Celanese en de erin tewerkgestelde arbeiders en de ondernemingen en de erin tewerkgestelde arbeiders die onder de bevoegdheid vallen van de paritaire subcomités voor textiel Verviers (P.S.C. 120.01), voor het Vlas (P.S.C. 120.02) en voor de Jute (P.S.C. 120.03).

In de huidige statuten wordt onder "arbeiders" eveneens de huisarbeiders en de industriële leerlingen verstaan.

- b) In afwijking op littera a) hierboven:

- zijn de artikelen 6 tot en met 10 en 57 enkel van toepassing op de arbeiders die lid zijn van één van de in het Paritair Comité voor de Textielnijverheid en het Breiwerk vertegenwoordigde werknemersorganisaties;
- zijn de artikelen 6 tot en met 10, 13 en 57 niet van toepassing op de nv FABELTA NINOVE te Ninove, noch op de arbeiders die zij tewerkstelt.

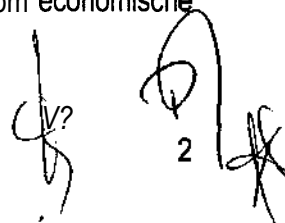
Hoofdstuk III. – VOORDELEN

SECTIE I.: SOCIALE TOELAGE

Artikel 6

Vanaf de 1^{ste} tot en met de 86^{ste} dag tijdelijke werkloosheid om economische redenen wordt door het Fonds aan de arbeiders een aanvullende werkloosheidsvergoeding uitgekeerd overeenkomstig de bepalingen van afdeling I. en II. van deze sectie.

De aanvullende werkloosheidsvergoeding voor de 1^{ste} tot en met de 6^{de} dag tijdelijke werkloosheid om economische redenen maakt deel uit van de sociale toelage, hierna het niet-terugvorderbaar voorschot genoemd.

Handwritten signatures and initials, including a large '2' and a signature that appears to be 'JK'.

De **aanvullende** werkloosheidsvergoeding voor de 7^{de} tot en met de 86^{ste} dag tijdelijke werkloosheid om economische redenen **vormt** de aanvullende sociale toelage.

Voor de toepassing van deze sectie wordt:

- met "dag tijdelijke werkloosheid om economische redenen" bedoeld: de dag waarvoor de werkloze kan aanspraak **maken** op de werkloosheidsuitkering;
- onder "refertedienstjaar" verstaan: de periode van 1 juli van het voorgaande jaar tot en met 30 juni van het lopende jaar;

Voor de toepassing van deze sectie wordt de "refertedatum" jaarlijks vastgesteld door de raad van beheer.

Afdeling I.: De sociale toelage (niet-terugvorderbaar voorschot)

Artikel 7

Voor de eerste zes dagen tijdelijke werkloosheid om economische redenen die vallen tijdens het refertedienstjaar wordt op de aanvullende werkloosheidsvergoeding een niet-terugvorderbaar voorschot aan de **rechthebbenden**, zoals bepaald in artikel 8, toegekend. Dit niet-terugvorderbaar voorschot is vastgesteld op **123,90 EUR**.

Dit niet-terugvorderbaar voorschot kan niet **gecumuleerd** worden met een gelijkaardig sociaal voordeel waarop deze arbeiders aanspraak kunnen maken bij een andere werkgever.

Artikel 8

§1. Het niet terugvorderbaar voorschot wordt toegekend aan:

- 1° de arbeiders die op de refertedatum in dienst zijn;
- 2° de arbeiders - inclusief de afgedankte langdurig zieken - die tijdens het refertedienstjaar werden **ontslagen**, behoudens om dringende reden en op de refertedatum nog steeds ononderbroken volledig werkloos of arbeidsongeschikt zijn;
- 3° de tijdens het refertedienstjaar bruggepensioneerde arbeiders die ontslagen werden in het kader van het sectoraal **brugpensioenstelsel**;
- 4° de tijdens het refertedienstjaar gepensioneerde arbeiders.

§2. De in §1 2° hiervoor bedoelde arbeiders ontvangen het niet-terugvorderbaar voorschot eveneens in de vijf jaren volgend op het refertedienstjaar, behalve wanneer het industriële leerlingen betreft of arbeiders die tewerkgesteld waren met een **arbeidsovereenkomst** voor bepaalde tijd, voor wie de toekenning van het niet-terugvorderbaar voorschot beperkt is tot het refertedienstjaar.

De in §1 3° hiervoor bedoelde bruggepensioneerde arbeiders ontvangen het niet-terugvorderbaar voorschot tot het bereiken van de pensioengerechtigde leeftijd en **minstens** gedurende de vijf jaren volgend op het refertedienstjaar.

De in §1 4° hiervoor bedoelde gepensioneerde arbeiders ontvangen het niet-terugvorderbaar voorschot eveneens in de vijf jaren volgend op het refertedienstjaar.

§3. Met ingang van het refertedienstjaar **2006** wordt de toekenning van het niet-terugvorderbaar voorschot aan de nieuwe rechthebbenden beperkt tot het refertedienstjaar tijdens hetwelk zij werden **ontslagen**, behoudens om dringende reden, en de twee jaren volgend op het **voornoemde** refertedienstjaar.

Onder **nieuwe** rechthebbenden in de zin van deze paragraaf wordt verstaan de arbeiders die ontslagen werden en waarvan de **arbeidsovereenkomst** een einde **neemt** na 30 juni 2005 en die niet met pensioen of brugpensioen gaan en die op het ogenblik van de uitdiensttreding de leeftijd van 50 jaar nog niet hebben bereikt.

Afdeling II.: De aanvullende sociale toelage (aanvullende werkloosheidsvergoeding bij tijdelijke werkloosheid om economische redenen)

Artikel 9

Aan de in artikel 8 §1 bedoelde arbeiders wordt vanaf de zevende dag tijdelijke werkloosheid om economische redenen voor maximum 80 dagen tijdelijke werkloosheid om economische redenen per referentiedienstjaar een aanvullende werkloosheidsvergoeding toegekend van 4,96 EUR per dag tijdelijke werkloosheid om economische redenen.

Afdeling III.: Uitsluiting van de sociale toelage en de aanvullende sociale toelage

Artikel 10

§1. Bij niet-naleving van de verbintenissen inzake sociale vrede, aangegaan krachtens collectieve arbeidsovereenkomsten in het Paritair Comité, kunnen de arbeiders van het recht op deze toelagen uitgesloten worden.

§2. Deze uitsluiting geschiedt van rechtswege tegenover de arbeiders die deelnemen aan een staking die langer duurt dan een kalenderdag, dit evenwel indien de staking is uitgebroken zonder de inachtneming van de procedureregels bepaald door het huishoudelijk reglement van het Paritair Comité en door de collectieve arbeidsovereenkomst inzake het statuut van de vakbondsafvaardiging, en voor zover de staking niet het gevolg is van het niet naleven van de bestaande overeenkomsten door de werkgever.

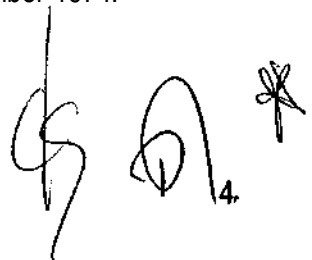
§3. In de andere gevallen wordt de uitsluiting en de draagwijdte ervan, die in verhouding moet zijn tot de belangrijkheid van het niet naleven van de sociale vrede, door het vast **verzoeningscomité** van het Paritair Comité beslist. Bij gelijkheid van stemmen in de schoot van het verzoeningscomité zetelt dit comité onder het voorzitterschap van een neutraal persoon die het aanwijst. De stem van deze persoon is doorslaggevend.

Afdeling IV.: Syndicale vorming

Artikel 11

Overeenkomstig de collectieve arbeidsovereenkomst van 13 december 1974 houdende ordening van de collectieve arbeidsovereenkomsten van 10 december 1971 en 5 mei 1974 inzake de vorming ingericht door de vakorganisaties, stort het Fonds aan de werkgevers een bedrag terug overeenstemmend met het loon en de hierop verschuldigde patronale sociale lasten, die aan de arbeiders werd betaald voor de afwezigheid op het werk voor het volgen van vormingscursussen in het kader van voornoemde collectieve arbeidsovereenkomst van 13 december 1974.

Het percentage van de patronale sociale lasten wordt vastgesteld door de raad van beheer.



Afdeling V.: Internationale solidariteit

Artikel 12

Voor het jaar 2005 en 2006 wordt door het Fonds teikens een bedrag overeenstemmend met een patronale bijdrage van 0,05% van de bruto-jaarlonen (aan 100%) ter beschikking gesteld van de drie werknemersorganisaties voor het bevorderen van de internationale solidariteit. De verhoudingsgewijze toewijzing van dit bedrag gebeurt op de wijze zoals voorzien in artikel 34 van de algemene nationale collectieve arbeidsovereenkomst van 13 juni 2005.

Afdeling VI.: Financiering sectie sociale toelage

Artikel 13

Voor de financiering van de sectie sociale toelage wordt door het Fonds een patronale bijdrage geïnd van 2,15% op de bruto-lonen aan 100%.

SECTIE II.: AANVULLENDE VAKANTIEVERGOEDING

Afdeling I.: De aanvullende vakantievergoeding

Artikel 14

Aan de arbeiders wordt een aanvullende vakantievergoeding toegekend.

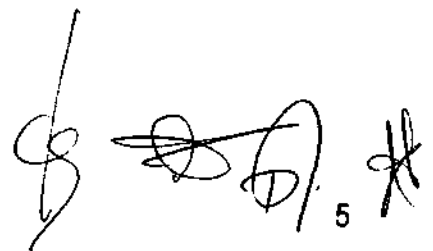
Artikel 15

Het bedrag vóór de bedrijfsvoorheffing van deze aanvullende vakantievergoeding is vastgesteld op 8,4% van de lonen aan 108% verdiend tijdens de referperiode gaande over het tweede, derde en vierde kwartaal van het voorgaande jaar en het eerste kwartaal van het lopende jaar.

Gelet op de hierboven vermelde referperiode wordt de actualiseringscoëfficiënt van de referjaarlonen waarop de aanvullende vakantievergoeding van 8,4 % wordt berekend, vastgesteld op 1,012. Deze actualiseringscoëfficiënt heeft tot doel de evolutie van de lonen te dekken voor de tijdspanne gelegen tussen de referperiode en de uitbetaling van de vergoeding.

Artikel 16

De dagen waarop de arbeidsovereenkomst geschorst is omwille van arbeidsongeschiktheid worden gelijkgesteld met effectieve prestaties op de wijze bepaald in hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 30 maart 1967 tot bepaling van de algemene uitvoeringsmodaliteiten van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie der werknemers (BS van 6 april 1967). Voor deze dagen van gelijkstelling gebeurt de berekening van de vergoeding op het fictief referloon bepaald op 24,79 EUR per gelijkgestelde dag.



Artikel 17

Op de toegekende aanvullende vakantievergoeding wordt door het Fonds dezelfde forfaitaire fiscale afhouding verricht als deze van toepassing op het wettelijk vakantiegeld.

Afdeling II.: De anciënniteitsdag(en)

Artikel 18

In de loop van het jaar 2005 kunnen de werkgevers de kosten voor de **anciënniteitsdag(en)**, toegekend aan de arbeiders voor het jaar 2004, bij het Fonds terugvorderen, overeenkomstig de bepalingen van artikel 11 van de statuten van het Fonds zoals aangepast door de collectieve arbeidsovereenkomst van 26 november 2003 (K.B. 4 juli 2004 - B.S. 14 september 2004).

Afdeling III.: Financiering van de sectie aanvullende vakantievergoeding

Artikel 19

Voor de financiering van de sectie aanvullende vakantievergoeding wordt door het Fonds vanaf 1 januari 2005 een patronale bijdrage geïnd van 9,60% op de bruto-lonen aan 100%. Aangezien de eerste en tweede inning 2005 reeds zijn verricht à rato van 9,10%, worden de derde en vierde inning 2005 op 10,10% gebracht. Deze bijdrage wordt terug op 9,60% gebracht vanaf de eerste inning van 2006.

SECTIE III.: SOCIALE BEGELEIDING

Afdeling I.: Algemeen stelsel

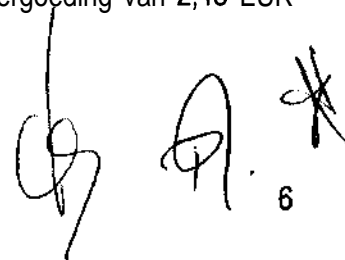
Artikel 20

Om aanspraak te maken op de bijkomende werkloosheidsvergoeding, zoals bepaald in artikel 21, moeten de arbeiders aan de volgende voorwaarden voldoen:

- aangeworven zijn voor onbepaalde tijd;
- in het kader van deze arbeidsovereenkomst voor onbepaalde tijd, minstens 1 jaar ononderbroken anciënniteit hebben in de onderneming op het ogenblik van de kennisgeving van de afdanking;
- afgedankt zijn, om een andere dan zwaarwichtige reden;
- niet met brugpensioen of wettelijk pensioen zijn.

Artikel 21

Aan de arbeiders die aan de in artikel 20 **vermelde** voorwaarden voldoen wordt, per dag in de zesdagenweek dat zij recht hebben op de wettelijke werkloosheidsvergoeding, een bijkomende werkloosheidsvergoeding van 2,48 EUR toegekend, gedurende de periode bepaald in artikel 22 en 23.

Handwritten signatures and initials in the bottom right corner of the page.

Artikel 22

De in artikel 21 voorziene bijkomende werkloosheidsvergoeding wordt uitgekeerd gedurende het hieronder vermelde maximum aantal maanden:

- bij afdanking tengevolge van sluiting of van reorganisatie:
 - jonger dan 30 jaar 12 maanden
 - van 30 tot minder dan 40 jaar 18 maanden
 - van 40 jaar en ouder 36 maanden

- bij afdanking om een andere reden dan deze hierboven vermeld of bij overmacht:
 - jonger dan 30 jaar 4 maanden
 - van 30 tot minder dan 40 jaar 6 maanden
 - van 40 jaar en ouder 12 maanden

De voormelde maximumtermijnen van uitkering worden bepaald in functie van de leeftijd die de arbeider bereikt op de eerste dag die recht geeft op de wettelijke werkloosheidsvergoeding en gaan in op voormelde datum.

Artikel 23

In afwijking van artikel 22 eerste alinea, worden met ingang van 1 januari 2006, de hierna vermelde maximumtermijnen toegepast op de arbeiders van wie de arbeidsovereenkomst na 31 december 2005 een einde neemt en die op het ogenblik van de uitdiensttreding de leeftijd van 50 jaar nog niet bereikt hebben.

- bij afdanking tengevolge van sluiting of van reorganisatie:
 - jonger dan 30 jaar 8 maanden
 - van 30 tot minder dan 40 jaar 11 maanden
 - van 40 jaar en ouder 20 maanden

- bij afdanking om een andere reden dan deze hierboven vermeld of bij overmacht:
 - jonger dan 30 jaar 3 maanden
 - van 30 tot minder dan 40 jaar 4 maanden
 - van 40 jaar en ouder 7 maanden

Afdeling II.: Langdurig zieken

Artikel 24

Aan de langdurig zieke arbeiders die aan de voorwaarden van artikel 20 voldoen, wordt overeenkomstig artikel 25, een bijkomende ziektevergoeding toegekend.

Als "langdurig zieke" worden beschouwd: de arbeiders die gedurende een ononderbroken periode van minimum zes maanden arbeidsongeschikt zijn ingevolge ziekte of ongeval van gemeen recht.

Artikel 25

Aan de langdurig zieke arbeiders, bedoeld in artikel 24, wordt gedurende maximum 36 maanden een bijkomende ziektevergoeding toegekend van 2,48 EUR per dag.

Handwritten signatures and initials, including a large stylized signature and several smaller initials, located in the bottom right corner of the document.

Afdeling III.: Oudere werklozen

Artikel 26

Aan de arbeiders die aan de voorwaarden van artikel 20 voldoen en op het ogenblik van de uitdiensttreding tenminste de leeftijd van 50 jaar hebben bereikt, wordt overeenkomstig artikel 27 een bijkomende werkloosheidsvergoeding betaald.

Artikel 27

Aan de arbeiders, bedoeld in artikel 26, wordt een bijkomende werkloosheidsvergoeding van 2,48 EUR per dag toegekend gedurende een periode van maximum 10 jaar. Nochtans moet deze vergoeding, die wordt uitgekeerd aan de gewezen arbeider die werkloosheidsuitkeringen als volledig werkloze geniet, in totaal onder het bedrag blijven van 7.436,81 EUR.

Afdeling IV.: Verhoogde sociale begeleiding voor 54-plussers

Artikel 28

Aan de arbeiders die aan de voorwaarden van artikel 20 voldoen en op het ogenblik van de uitdiensttreding tenminste de leeftijd van 54 jaar hebben bereikt, wordt overeenkomstig artikel 29 een bijkomende werkloosheidsvergoeding betaald, voor zover zij aan volgende bijkomende voorwaarden voldoen:

- a. 40 jaar beroepsloopbaan bewijzen overeenkomstig de bepalingen van artikel 2 § 5 van het KB dd. 07.12.1992 betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen in geval van conventioneel brugpensioen (BS van 11.12.1992) en
- b. 20 jaar beroepsloopbaan bewijzen in de textielsector, d.w.z. 20 jaar verbonden zijn geweest met een arbeidsovereenkomst met één (of meerdere) werkgever(s) die afhangt (en) van het Paritair Comité voor de textielnijverheid en het breiwerk.

Artikel 29

Aan de arbeiders, bedoeld in artikel 28, wordt een bijkomende werkloosheidsvergoeding van 3,72 EUR per dag toegekend.

Afdeling V.: Algemene bepalingen

Artikel 30

§1 Wanneer bij wedertewerkstelling in de textielsector, de arbeider opnieuw wordt afdankt, dan wordt het aantal maanden sociale begeleiding bepaald, rekening houdend met de aard van de nieuwe afdanking en met de leeftijd van toepassing bij deze laatste afdanking mits aftrek evenwel van de reeds genoten bijkomende werkloosheidsvergoeding ingevolge de vorige afdanking(en).

§2 Het tegoed aan aantal dagen bijkomende werkloosheids- of ziektevergoeding waarop de afdankte arbeiders recht hebben overeenkomstig de bepalingen van deze sectie, kan worden uitgeput zonder tijdslimiet, tenzij de

rechthebbende is tewerkgesteld in een andere bedrijfstak, in welk geval het recht op het nog niet-opgenomen tegoed vervalt na twee jaar tewerkstelling.

Afdeling VI.: Financiering van de sectie sociale begeleiding

Artikel 31

Voor de financiering van de sectie sociale begeleiding wordt door het Fonds een patronale bijdrage geïnd van 0,30% van de bruto-lonen aan 100%.

SECTIE IV.: OPLEIDING

Afdeling I.: CAO jongerenproject

Artikel 32

Teneinde maximale tewerkstellingskansen te bieden aan kansarme jongeren organiseren de sociale partners van de textielsector het CAO-jongerenproject. Dit project kadert in het deeltijds leren en deeltijds werken en meer in het bijzonder in het industrieel leerlingenwezen zoals voorzien door de wet van 19 juli 1983 op het leerlingenwezen voor beroepen uitgeoefend door werknemers in loondienst.

De jongeren worden door de onthaalonderneming aangeworven met een leerovereenkomst en genieten van de arbeidsvoorwaarden verbonden aan het industrieel leerlingenwezen in de textielnijverheid zoals voorzien door de wet van 19 juli 1983 op het leerlingenwezen voor beroepen uitgeoefend door werknemers in loondienst, overeenkomstig het advies van het "Paritair Leercomité voor de textielnijverheid en het breiwerk", uitgebracht op 6 januari 1986 inzake bezoldiging en de beslissing van het Paritair Comité van 30 januari 1987 inzake toepassing van het jongerenbarema.

Artikel 33

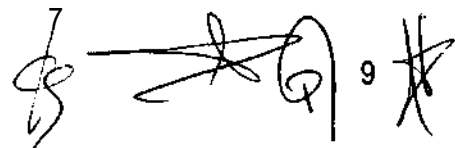
Tijdens het schooljaar 2004-2005 wordt het CAO-jongerenproject verder gezet onder de voorwaarden zoals voorzien in artikel 8, littera e) van de statuten van het Fonds zoals aangepast door de collectieve arbeidsovereenkomst van 26 november 2003 (K.B. 4 juli 2004 - B.S. 14 september 2004).

Artikel 34

Voor de leerlingen die tijdens het schooljaar 2004-2005 reeds in het CAO-jongerenproject waren ingeschreven en tijdens het schooljaar 2005-2006 hun opleiding voltooien, blijven de onthaalondernemingen genieten van de regeling zoals bedoeld in artikel 33 hiervoor.

Artikel 35

Met ingang van het schooljaar 2005-2006 wordt voor de nieuwe instappers in het CAO-jongerenproject een nieuwe regeling van kracht, waarbij de tussenkomst van het Fonds in het CAO-jongerenproject beperkt wordt tot een tegemoetkoming aan de onthaalondernemingen.

Handwritten signature and date: 9/11

Deze tegemoetkoming bedraagt 1.250 EUR per kwartaal en per industriële leerling die in de onderneming wordt onthaald.

Indien aan de leerovereenkomst voortijdig een einde wordt gemaakt, wordt de tegemoetkoming aan de onderneming pro rata toegekend in functie van de einddatum van de leerovereenkomst. Periodes van niet-betaling (wegens inactiviteit van de leerling) van minstens 1 maand worden eveneens in mindering gebracht van de tegemoetkoming.

Deze tegemoetkoming wordt aan de onthaalonderneming overgemaakt op basis van een attest, verstrekt door het Fonds en dat door de onderneming moet ingevuld en overgemaakt worden aan het Fonds.

Artikel 36

Met ingang van het schooljaar 2005-2006 wordt de tegemoetkoming van het Fonds aan de centra deeltijds onderwijs vastgesteld op 250 EUR per leerling die een textielopleiding volgt en met een industriële leerovereenkomst verbonden is met een onthaalonderneming uit de textielsector. Deze tegemoetkoming, dienstig voor de organisatie van de beroepsgerichte vorming door de centra deeltijds onderwijs, wordt toegekend conform de modaliteiten vastgesteld door de raad van beheer van het Fonds.

Afdeling H: Opleidingsplannen en trekkingsrecht

Artikel 37

Voor de jaren 2005 en 2006 wordt door de CAO van 13 juni 2005, gesloten in het Paritair Comité voor de Textielnijverheid en het Breiwerk, een trekkingsrecht ten belope van maximum 0,10 % van de bruto-lonen van de arbeiders, ingevoerd.

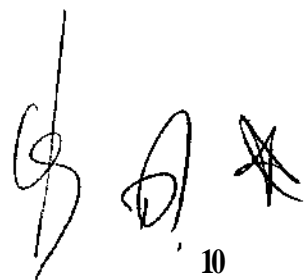
Artikel 38

Het trekkingsrecht wordt toegekend aan de onderneming die uiterlijk op 15 december 2005 een door de ondernemingsraad goedgekeurd opleidingsplan indient bij het Fonds. Bij ontstentenis van een ondernemingsraad dient het opleidingsplan goedgekeurd te worden door de syndicale delegatie of bij ontstentenis ervan, door het regionaal contactcomité.

Artikel 39

Het bewijs van de in 2005 gedane kosten voor opleidingen in het raam van het goedgekeurd opleidingsplan dient tegen uiterlijk 31 maart 2006 bij het Fonds ingediend te worden. Voor de opleidingen die in 2006 gerealiseerd worden, dient het bewijs van de gedane kosten uiterlijk tegen 31 maart 2007 bij het Fonds te worden ingediend.

Het Fonds wordt belast met de uitbetaling van dit trekkingsrecht ten laste van de sectie "Opleiding". Het trekkingsrecht stemt overeen met het bedrag vermeld op het bewijs van gedane kosten, zonder dat het trekkingsrecht hoger kan zijn dan de bijdrage van 0,10% op de bruto-lonen aan 108% van de arbeiders die door de onderneming voor het betrokken jaar werd betaald aan het Fonds.

Handwritten signatures and initials, including a large stylized 'S', a circular mark, and a star-like symbol.

Artikel 40

Het trekkingsrecht voor de opleidingsinspanningen die in 2004 geleverd werden in uitvoering van een goedgekeurd opleidingsplan, wordt aan de textielondernemingen betaald overeenkomstig de bepalingen van artikel 9ter van de van de statuten van het Fonds zoals aangepast door de collectieve arbeidsovereenkomst van 26 november 2003 (K.B. 4 juli 2004 - B.S. 14 september 2004).

Afdeling III.: Financiering van de sectie opleiding

Artikel 41

Tijdens de jaren 2005 en 2006 wordt door het Fonds een patronale bijdrage van 0,20% van de bruto-lonen aan 108% geïnd voor de vorming en opleiding van risicogroepen.

Artikel 42

Tijdens de jaren 2005 en 2006 wordt door het Fonds een patronale bijdrage van 0,10% van de bruto-lonen aan 108% geïnd voor de opleidingsplannen en het trekkingsrecht zoals bedoeld in afdeling II. hiervoor.




Artikel 43

De raad van beheer zal jaarlijks een enveloppe vastleggen voor het sectoraal opleidingsgebeuren die de globale werkgeversbijdrage van 0,30% niet kan overstijgen.

Hoofdstuk IV.: BIJDRAGEN

Artikel 44

- a) De patronale bijdragen worden door het Fonds geïnd en ingevorderd. Zij zijn om het kwartaal door de werkgever verschuldigd en worden berekend op de bruto-lonen van de respectieve referentekwartalen. De vervaldagen voor de referentekwartalen "tweede, derde en vierde kwartaal van het voorgaande jaar" en "eerste kwartaal van het lopende jaar" zijn respectievelijk 15 februari, 15 mei, 15 augustus en 15 november van het lopende jaar.
- b) De voor elk vervallen kwartaal verschuldigde sommen moeten door de werkgever gestort worden op de postrekening van het Fonds of op een door de raad van beheer bepaalde bankrekening.
- c) Bij laattijdige betaling is voor elk kwartaal waarop de bijdragen betrekking hebben, vanaf de eerste dag volgend op de in littera a) bedoelde vervaldagen, de werkgever verplicht op het bedrag van de verschuldigde bijdragen een verhoging van 10 % te betalen, evenals een nalatigheidsinterest gelijk aan deze van toepassing op de R.S.Z.-bijdragen, zonder dat hiervoor een ingebrekestelling vereist is.
- d) Zowel voor de inning van de bijdragen als voor de betaling van de uitkeringen geldt de verjaringstermijn toegepast door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid.

  11- 

Artikel 45

Behoudens toepassing van artikel 14 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid, kan het bedrag van de bijdragen slechts gewijzigd worden bij collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in het Paritair Comité voor de Textielnijverheid en het Breiwerk en algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit.

Artikel 46

In geen geval mag de betaling van de door het Fonds toegekende sociale voordelen afhankelijk worden gesteld van de storting van de bijdragen die door de werkgever verschuldigd zijn.

Hoofdstuk V.: BEHEER

Artikel 47

Het Fonds wordt beheerd door een raad van beheer, paritair samengesteld uit werkgevers- en werknemersvertegenwoordigers. Deze raad bestaat uit veertien leden, hetzij zeven werkgeversvertegenwoordigers en zeven werknemersvertegenwoordigers.

De leden van de raad van beheer worden aangewezen door het Paritair Comité voor de Textielnijverheid en het Breiwerk onder de effectieve of plaatsvervangende leden van dit Comité.

Hun mandaat eindigt wanneer zij ophouden lid te zijn van het Paritair Comité. In dat geval worden zij vervangen door een lid van het Paritair Comité, behorend tot dezelfde groep als het lid waarvan het mandaat een einde nam.

Artikel 48

Iederjaar duidt de raad van beheer in zijn schoot een voorzitter en twee ondervoorzitters aan.

Er zal voor het voorzitterschap en het eerste ondervoorzitterschap een beurtregeling worden toegepast onder de vertegenwoordigers van de werkgevers en de werknemers.

De tweede ondervoorzitter behoort steeds tot de groep van de werknemersvertegenwoordigers.

Artikel 49

De raad van beheer heeft tot opdracht het Fonds te beheren en alle maatregelen te treffen welke nodig blijken voor zijn goede werking. Hij bezit de meest uitgebreide bevoegdheden voor het beheer van het Fonds.

De raad van beheer kan bijzondere bevoegdheden aan één of meer van zijn leden of zelfs aan derden overdragen.

Voor al de andere handelingen dan die waarvoor door de raad bijzondere opdrachten werden gegeven volstaat, opdat het Fonds geldig vertegenwoordigd zou zijn tegenover derden, de gezamenlijke handtekening van twee beheerders, één uit de groep van de werkgeversvertegenwoordigers en één uit de groep van de werknemersvertegenwoordigers, zonder dat deze beheerders van enige beraadslaging of machtiging moeten laten blijken.

47. 12

De beheerders zijn slechts verantwoordelijk voor de uitvoering van hun mandaat en zij gaan geen enkele persoonlijke verplichting aan tengevolge van hun beheer, ten opzichte van de verbintenissen van het Fonds.

Voor rechtsvorderingen, als eiser of als verweerder, wordt opgetreden op verzoek van de voorzitter of van de beheerder daartoe afgevaardigd.

Artikel 50

De raad van beheer vergadert op bijeenroeping van de voorzitter. De voorzitter is gehouden ten minste ieder kwartaal en telkens wanneer ten minste twee leden van de raad van beheer erom verzoeken de raad bijeen te roepen.

De oproepingen vermelden de agenda.

De verslagen van de vergaderingen worden binnen de twee maanden opgemaakt door de secretaris, aangewezen door de raad van beheer, en ondertekend door degene die de vergadering heeft voorgezeten.

De uittreksels uit deze verslagen worden ondertekend door de voorzitter of door twee beheerders.

De beslissingen worden genomen bij volstrekte meerderheid van stemmen van de aanwezige leden.

De stemming is geldig indien er aan deelgenomen wordt door ten minste één werkgeversvertegenwoordiger en één werknemersvertegenwoordiger en op voorwaarde dat het ter stemming gebrachte punt duidelijk vermeld werd op de agenda van de bijeenroeping van de vergadering.

Hoofdstuk VI.: BEGROTING, JAARREKENING EN TOEZICHT

Artikel 51

Het dienstjaar neemt een aanvang op 1 januari en sluit op 31 december.

Artikel 52

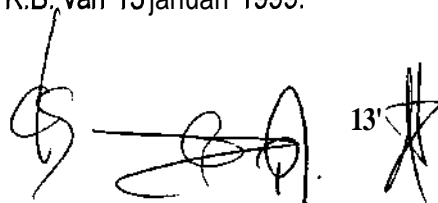
Elk jaar wordt uiterlijk tijdens de maand december een begroting voor het volgende jaar ter goedkeuring aan het Paritair Comité voor de Textielnijverheid en het Breiwerk voorgelegd.

Artikel 53

De jaarrekening wordt opgemaakt overeenkomstig de bepalingen van het K.B. van 15 januari 1999 (B.S. 10 februari 1999) betreffende de boekhouding en de jaarrekening met betrekking tot de Fondsen voor bestaanszekerheid.

Artikel 54

De controle en het toezicht gebeuren overeenkomstig de bepalingen van voornoemd K.B. van 15 januari 1999.

 13'

De jaarrekening, het jaarverslag en het verslag van de revisor dienen uiterlijk tijdens de maand juni ter goedkeuring aan het Paritair Comité voor de Textielnijverheid en het Breiwerk voorgelegd te worden.

Hoofdstuk VII.: ONTBINDING EN VEREFFENING

Artikel 55

Aan het bestaan van dit Fonds kan een einde gesteld worden met een opzegging die drie maanden vooraf door ten minste zeven leden van de raad van beheer aan de voorzitter van het Paritair Comité betekend wordt. De opzegtermijn gaat in bij het begin van het burgerlijk kwartaal volgend op de betekeningdatum van de opzegging.

Het Fonds kan tevens op elk ogenblik ontbonden worden bij eenparige beslissing van het Paritair Comité voor de Textielnijverheid en het Breiwerk.

Artikel 56

Het paritair comité wijst de vereffenaars aan en bepaalt hun machten en bezoldiging.

Artikel 57

Het vermogen van het Fonds op het ogenblik van de vereffening krijgt volgende bestemming: de arbeiders bedoeld in artikel 5, b) eerste streepje, ontvangen, vanaf de datum van het in vereffening stellen van het Fonds en tot volledige uitputting van het vermogen van het Fonds, de toelagen voorzien bij artikel 6, vanaf de eerste werkloosheidsdag tot maximum dertig dagen per dienstjaar.

---ooOoo--- 